

Compte-rendu de l'assemblée générale des Amis de la Terre Midi-Pyrénées (ATMP)

Samedi 12 avril 2014 (9h/17h)

lieu : 36 rue Bernard Mulé, Toulouse

Présents : 21 adhérents

Rédaction : Sébastien Sajas (président sortant)

Relecture :

Rapport moral du président

L'année 2013-2014 a été marquée par des changements importants pour le fonctionnement de l'association.

Nous avons emménagé dans un nouveau local inter-associatif (36 rue B Mulé) regroupant des associations sensibles à la défense de l'environnement et/ou oeuvrant dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Nous y tenons nos réunions et y organisons le pliage de la feuille verte tout en réalisant de substantielles économies de fonctionnement (à peu près 2000 euros) par rapport à notre ancien local.

Nos réunions plénières mensuelles se tiennent désormais à la salle Castelbou (plus centrale et accessible par les transports en commun) où l'affluence augmente avec une quarantaine de personnes en moyenne.

À la tête de l'association, la coprésidence a été provisoirement abandonnée pour un retour à un seul président. Ayant pu bénéficier d'un congé sabbatique une grande partie de l'année, j'en ai assumé la tâche en m'appuyant sur l'aide et le partage d'expérience des anciens coprésidents dont Rose Frayssinet particulièrement disponible et efficace. Je m'appuie également sur des administrateurs impliqués et expérimentés ainsi que sur une trésorière sérieuse et de confiance. Nous restons attachés à ce fonctionnement collégial et la porte de nos réunions de CA est toujours ouverte aux adhérents souhaitant proposer ou s'impliquer dans les activités de l'association. Cela reste la voie la plus efficace pour les adhérents souhaitant impulser des actions, dans la mesure où elles correspondent à nos valeurs et nos idées.

L'objectif de l'année qui était la relance des commissions n'a été que partiellement atteint. Hormis la commission nucléaire (Daniel Roussée) qui maintient depuis de nombreuses années une activité soutenue, seule la commission « agriculture » (Sébastien Sajas) a vraiment fonctionné avec quelques réunions dans l'année écoulée. Les commissions « déchets » (Dominique Gilbon) et « transports » (Joël Crémoux) sont désormais réduites à une seule personne-référente mais ne demandent qu'à repartir. Rose Frayssinet maintient quant à elle une activité de veille avec des interventions médiatiques ponctuelles dans le domaine des « risques industriels » ou des « nanotechnologies ». Pierrette Thiriot suit toujours le dossier « LGV Toulouse-Bordeaux ». Ghali Alem-Raquin étouffe son expertise sur les questions liées à « l'eau » et fait également le relais avec les « anti-pub ». Toute personne motivée peut devenir experte sur un sujet lié à la défense de l'environnement en s'appuyant sur l'expérience des « anciens » et en siégeant pour les ATMP dans les instances de concertation. C'est le fameux « travail citoyen » (H Bouchard), non rémunéré pécuniairement mais passionnant intellectuellement et relationnellement.

Nous utilisons toujours l'outil du recours en justice pour nos combats. Après notre succès contre EDF à Golfech (82), notre poursuite sur le dossier de l'extension de la porcherie de Balaguier (12), un nouveau front a été ouvert à Sivens (81) : requête devant le Tribunal administratif de Toulouse avec appel devant le Conseil d'État contre l'arrêté déclarant le barrage d'intérêt général et nouvelle requête contre la déclaration d'utilité publique.

En revanche, nous avons quasiment disparu de la place publique avec une seule action de rue cette année (remise des « chèques d'EDF » aux victimes du nucléaire) mais des manifestations sont d'ores et déjà prévues en avril (nucléaire) et en mai (TAFTA) de cette année. Notre présence médiatique est par là même beaucoup plus discrète malgré nos communiqués de presse/invitations publiés lors de nos événements. L'information destinée aux

adhérents et au grand public passe toujours par notre journal bimestriel (la feuille verte), la lettre d'information quasi-hebdomadaire via notre liste de diffusion, les stands (foires bio) et des interventions ponctuelles dans les établissements d'enseignement (université du Mirail et ENSAT pour l'année écoulée).

Bilan des commissions (voir annexes)

Bilan financier (voir dernière annexe)

Débats sur les orientations et les objectifs de l'association

Participer ?

L'éternelle question de notre participation en tant qu'association agréée protection de l'environnement au fonctionnement de la « démocratie participative » est revenue sur la table : est-il pertinent de continuer à siéger dans des instances de concertation dans lesquelles nos positions sont quasi-systématiquement minoritaires ?

Certains estiment qu'il est pertinent de maintenir notre participation dans la mesure où l'on obtient de précieuses informations sur les projets en préparation et les intentions des acteurs en présence. R Frayssinet souligne les avancées qu'elle a obtenu pour le PPRT Safran-Héraklès. D Gilbon, fort de son expérience dans les CCSPL et au Sicoval, souligne que notre présence peut contraindre à plus de transparence (publication des comptes-rendus de commissions) et oblige les élus à faire face à leurs responsabilités (respect des obligations légales en matière d'objectifs de réduction et de traitement des déchets ménagers ou dangereux par exemple).

Sébastien s'indigne des cotisations qui sont désormais demandées aux associations pour être membres de ces institutions. C'est un droit « naturel » pour les citoyens de pouvoir s'exprimer sur des sujets qui impactent directement notre vie et notre environnement. Les ATMP ont ainsi renoncé à siéger à l'ORAMIP à cause de cela. Selon D Gilbon, la question du financement est primordiale car elle détermine l'indépendance et le fonctionnement démocratique de l'institution. En étant à « l'intérieur » nous sommes également plus légitimes pour en dénoncer le fonctionnement et le faire savoir par voie de presse ajoute-t-il.

D'autres adhérents jugent que notre participation doit cesser car elle cautionne les décisions anti-écologiques qui peuvent être prises. Marie-France H qui a participé à des réunions avec la mairie sur les questions des antennes de téléphonie mobile a même été accusée de « complicité ».

Nous pouvons garder un pied dedans et un pied dehors en claquant la porte le cas échéant et organiser des « coups médiatiques » pour faire pression en s'appuyant sur « l'extérieur » (manifs, pétitions, campagnes).

Agir en justice ?

Arme utilisée par les ATMP depuis leurs débuts, nous réaffirmons que l'action en justice est nécessaire à notre combat. Nous sommes des sentinelles qui veillent au respect des lois et posent des limites aux promoteurs de projets contraires à l'intérêt général. C'est pour cela que nous avons voulu marquer le coup pour le barrage de Sivens, ouvrage financé à 100 % sur fonds publics et profitant à une minorité de gros agriculteurs. Ici comme sur d'autres dossiers (porcherie de Balaguer), nous agissons avec des associations ou collectifs implantés localement pour donner plus de poids à nos démarches. Laure Teulières prétend que notre succès (provisoire) à Sivens repose sur la conjonction de trois forces : un collectif local citoyen et « légaliste », une association régionale reconnue et plus solide financièrement (ATMP) et un collectif de « zadistes » (zad = zone à défendre) qui occupent le terrain et qui s'opposent, de manière non-violente, aux travaux.

Laure demande la création d'un poste de juriste au niveau des AT France. Les groupes locaux pourraient s'appuyer sur lui pour être conseillés et pour monter des dossiers de procédure. Daniel Roussée fait part d'un retour d'expérience positif au réseau SDN (Sortir du nucléaire) avec leur juriste qui acquiert des compétences pointues sur le nucléaire et « en sait désormais davantage que les avocats ».

Comment susciter davantage d'implication militante au sein des ATMP ?

Monique Hervé nous fait part de son ressenti sur la difficulté pour les nouveaux adhérents d'identifier des tâches (simples) dans lesquelles ils pourraient s'impliquer progressivement et en respectant leurs contraintes. Sébastien

répond en rappelant l'existence d'un livret d'accueil destiné aux nouveaux adhérents qui est notamment distribué lors des plénières. Il souligne l'importance pour les « anciens » de bien accueillir les « nouveaux » lors de ces plénières en favorisant l'échange direct et en allant vers eux. Laure propose que l'on communique davantage sur les activités des adhérents actifs avec des petits comptes-rendus réguliers qui seraient diffusés via notre mailing list.

Elle réaffirme également la nécessité de faire davantage de « plénières-ateliers » durant lesquelles adhérents et non-adhérents peuvent participer à nos délibérations collectives pour déterminer les positions de l'association et questionner constamment nos pratiques. Nous pourrions faire des cycles thématiques pour entretenir l'implication sur la durée. Elle regrette que nous ne proposons pas suffisamment de « débouchés » à ces plénières en engageant des actions de rue, des campagnes d'info ou de « lobbying » auprès des élus.

Sébastien définit ce qui fait l'identité des ATMP dans leur fonctionnement : collégialité/ horizontalité / respect mutuel / convivialité / lucidité / exigence / questionnement permanent. Ces valeurs doivent être incarnées avec rigueur dans nos activités et donner envie de « militer comme on aurait envie de vivre ».

D Gilbon regrette que notre activité dans les institutions ne soit pas assez connue par le grand public . Il cite l'exemple d'une de ses « petites victoires » : le broyage des déchets verts à domicile mis en place par le Sicoval et qu'il promeut depuis des années. Serions-nous trop modestes ?

Gestion des fonds de l'association

Pour affirmer notre soutien aux structures construisant la transition écologique, nous avons décidé d'acheter des « actions » du fond d'investissement citoyen « Energie partagée » (1 action à 100 euros) et de la foncière Terres de Liens (1 action à 102 euros) . Nous renouvelerons cet effort tous les ans avec vote du CA à chaque fois. Nous avons soutenu également une campagne de Terres de Liens (dons) pour l'achat de terres agricoles dans le cadre du projet de jardin d'insertion « les jardins du Girou » à Gragnague (31). La somme étant loin d'être réunie, il faudra mener une nouvelle campagne d'info.

Nous avons également contribué significativement (2000 euros) au financement du film « L'intérêt général et moi » après avoir rencontré les réalisateurs qui ont su nous donner toutes les garanties nécessaires : professionnalisme, garantie de diffusion dans le réseau de cinémas indépendants, militantisme, thèmes abordés (enjeux autour des grands projets inutiles, qui sont au cœur de notre démarche). Nous pourrions ainsi proposer une projection-débat en avant-première à Toulouse à partir de novembre-décembre !

Face à la multitude de demandes de financement participatif, nous avons défini ces quelques critères pour choisir les projets qui correspondent le mieux aux objets de notre association : écologie, bien commun, militantisme ...

Nous avons enfin poursuivi notre politique de dons de soutien à des démarches d'action militante : don au collectif du Testet (barrage de Sivens – 300 euros), don au collectif de soutien à Tanguy Aubé (50 euros) militant anti-pub et bien sûr abonnements à la presse militante ainsi que cotisations aux « associations-amies » (Deux pieds-deux roues, SDN, ...)

Création d'un poste salarié

Michel Raynal relance le débat sur l'opportunité pour les ATMP de créer un poste de salarié. Il pense que cela favoriserait le développement de notre association.

Le bureau lui répond que nous n'avons pas de rentrées d'argent sûres et pérennes pour assumer cette responsabilité, même pour un mi-temps. Les cotisations sont insuffisantes et trop aléatoires (il faudrait au minimum les doubler). Nous refusons toute subvention (limite à notre indépendance) ou tout emploi aidé (des critères limitatifs seraient imposés pour un éventuel recrutement).

Laure souligne que cela ne résoudrait pas notre problème principal qui est le manque d'engagement bénévole et citoyen pour travailler sur les dossiers et développer une expertise. C'est ce mode de fonctionnement qui caractérise l'identité des ATMP.

Les sujets prioritaires et emblématiques

Sébastien constate que les trois priorités établies pour l'année écoulée ont englobé beaucoup de nos champs d'action traditionnels et restent des axes forts de notre combat.

- 1) **opposition aux GPII (Grands Projets Inutiles et Imposés)** : LGV, autoroutes, centres commerciaux, barrages, aéroports ...
- 2) **pointer les vrais enjeux de la transition énergétique** (ni fossiles, ni nucléaire mais sobriété, efficacité et renouvelables)
- 3) **défendre les terres agricoles** (piliers de notre souveraineté alimentaire avec la biodiversité cultivée)

Partenariat transatlantique (ou TAFTA en anglais)

Pauline R expose l'importance et l'urgence de se mobiliser contre le partenariat transatlantique (ou TAFTA en anglais), accord de libre-échange USA-Europe qui va mettre à mal la souveraineté des Etats avec des implications catastrophiques pour les questions environnementales. Par exemple, les pétroliers pourraient menacer les Etats refusant les permis d'exploration de gaz de schiste d'obtenir des « dédommagements » devant les instances arbitrales créées par l'accord. Il faut empêcher la signature de cet accord en faisant connaître son contenu qui est actuellement en négociation dans la plus totale opacité. Comment ? Joel Crémoux répond qu'il faut instaurer un rapport de force en impliquant un maximum de citoyens. Laure insiste bien sur le fait que c'est l'opinion publique qui est notre cible privilégiée, bien avant les élus (députés européens qui, une fois élus, échappent à notre contrôle). Pauline propose un partenariat avec ATTAC et d'autres associations citoyennes pour organiser une grande manif le 17 mai, avec des tracts, une action visuelle ... Notre activité locale doit nourrir une dynamique nationale au sein des Amis de la terre France.

Ce chantier va nous occuper pendant plusieurs mois et les adhérents spécialistes d'un sujet sont invités à réfléchir aux implications du TAFTA sur ce dernier (contributions souhaitables dans la feuille verte).

Transports

Joel Crémoux, spécialiste des transports, nous invite à reprendre notre réflexion collective sur ce sujet, notamment en réaction aux propositions du nouveau maire/président d'agglomération de Toulouse (J-L Moudenc). Ces dernières représentent de véritables régressions pour l'écologie: seconde rocade, abandon du tramway, pont LMSE ouvert aux voitures ...

Sébastien souligne qu'elles vont à contre-courant de la transition énergétique puisqu'elles confortent la place de la voiture, mode de déplacement reposant encore pour longtemps sur les énergies fossiles. Il faut constamment dénoncer les contradictions entre les objectifs affichés au niveau national (pourtant très modestes) sur ce sujet et les solutions passéistes promues par les élus locaux souhaitant ménager les automobilistes-électeurs.

Joel demande que les ATMP réaffirment leurs propositions en privilégiant ce qui est faisable rapidement et à moindre coût : bus en site propre, train-tram, covoiturage, plans de déplacement entreprises ... Nous devons selon lui étudier les expérimentations qui se font ailleurs et qui peuvent être transposables ici avec un certain pragmatisme. Il cite le bus circulant sur la voie d'arrêt d'urgence d'une rocade à vitesse très limitée mais efficace aux heures pointe. Certains sujets appellent des positionnements parfois en contradiction avec d'autres de nos objectifs : les aires de stationnement près des bretelles d'autoroutes pour favoriser le covoiturage consomment des terres agricoles !

Flore Dupré estime que les propositions de Moudenc sont largement démagogiques de part leur coût et le fait que la municipalité n'a pas la compétence (rocade). Joel répond que Toulouse métropole peut avoir un rôle moteur pour porter le projet, en s'appuyant sur un PPP (partenariat public-privé) et en obtenant de l'Etat (peu sollicité pour le financement) qu'une validation officielle. Ça peut aller très vite.

Ce thème que nous avons réinvesti cette année avec la plénière de février appellera une nouvelle plénière-atelier dès la rentrée de septembre ainsi que des articles dans la fv.

La croissance de la métropole toulousaine

Les problèmes liés aux transports nous amènent très vite à nous interroger sur la logique de croissance ultra-rapide de l'agglomération toulousaine. Pierrette Thirriot s'affole face au chiffre de 100000 habitants supplémentaires annoncé d'ici à 2030 (?). Monique Hervé s'interroge sur le bien fondé de ce processus qui nourrit un projet de société invivable et non souhaitable : des monstres urbains dans lesquels s'entassent les gens avec des campagnes vides, abandonnées à l'agriculture intensive et à l'exploitation des ressources du sol. Nous devons questionner cette

logique de « métropolisation » et réfléchir à une alternative. Beaucoup des problèmes que nous combattons découlent directement de cette logique et il semble vain d'expérimenter des solutions (forcément partielles) tant qu'elle continue. Le thème d'une prochaine plénière-atelier est tout trouvé.

Sébastien pense qu'un frein sérieux sera déclenché quand l'industrie aéronautique accélérera son déclin déjà entamé (restructuration de la branche militaire). La logique financière affichée (améliorer la rentabilité du groupe Airbus) annonce déjà de nouvelles vagues de délocalisations, en plus de celles déjà engagées vers les « marchés porteurs » d'Asie. Le problème de la déplétion de la production pétrolière aggravera bien entendu les difficultés du secteur aérien. La poursuite de l'hyper-spécialisation de Toulouse et sa région, au détriment des secteurs de la transition (énergies renouvelables, écomatériaux locaux, agriculture ...), annonce les chocs économique et sociaux de demain. Il nous faut parler de ces sujets « tabous » même si nous crions toujours dans le désert !

Flore Dupré s'inquiète de la nouvelle politique urbaine de la mairie de Toulouse (la dédensification). Des gros projets immobiliers (Bordeblanche ou l'Oasis) sont déjà remis en cause. L'alternative consiste alors à poursuivre l'étalement urbain donc augmenter les flux de voitures et l'inquiétante pollution.

Le réchauffement climatique

Nous avons remis ce sujet au premier plan lors de notre soirée au Sénéchal de novembre (salle comble), à l'occasion de la parution du nouveau rapport du GIEC.

Joel insiste sur le fait que les problèmes posés par le réchauffement climatique sont désormais bien réels mais que beaucoup de personnes n'en ont toujours pas pris conscience. Il souhaite qu'on critique avec plus de force le message distillé par les politiques sur notre capacité d'adaptation et sur les « opportunités » que le RC créent pour nos économies : nouvelles géographie des cultures par exemple. Monique H dénonce le discours opportuniste des tenants du capitalisme vert (sic!) qui y voient des secteurs de croissance pour une nouvelle économie « post-réchauffement ».

Les ATMP doivent réaffirmer qu'on ne pourra faire face aux enjeux colossaux du RC et aux déséquilibres de peuplement qu'ils vont générer à cause des migrations climatiques (Joseph G), sinon au prix de guerres et de famines que personne ne souhaite.

Laure T rappelle que des processus irréversibles sont déjà en cours avec des objectifs de réduction des GES dont les plus lucides savent qu'ils sont désormais inatteignables à cause de la poursuite d'une politique de croissance débridée.

Joseph Gonzalez pense que l'approche de COP 15 (nouvelles conférence climatique de 2015), la dynamique « Alternatiba » et la mobilisation anti-TAFTA permettent d'articuler le local et le global pour créer de synergies et accroître la mobilisation citoyenne. Il rappelle que les Amis de la Terre France et Midi-Pyrénées sont engagés dans le Mouvement pour une transition citoyenne et que la mobilisation ne demande qu'à être intensifié. Sébastien regrette l'insuffisance de prise de conscience politique de certains partenaires dans ce mouvement qui veulent promouvoir des alternatives mais rechignent à se mobiliser contre les politiques mises en œuvre. Les blocages du système sont tels que la fuite en avant croissanciste se poursuit. Les alternatives demeurent bien souvent à l'état de sympathiques témoignages ou d'initiatives locales se développant dans des niches économiques sans danger réel pour le système économique dominant.

La lutte anti-nucléaire

Cette commission fonctionne bien grâce à Marc Saint-Aroman et Daniel Roussée qui assurent la continuité des mobilisations depuis de très nombreuses années. Ils nous représentent aussi (bénévolement) au CA du réseau SDN qui impose plusieurs heures de réunion téléphonique par semaine et beaucoup de travail de gestion et de veille.

Daniel regrette que l'on ne mène pas plus d'actions de mobilisation et de manifestations publiques. Il cite en exemple le blocage réussi du site de Malvezy où l'on prépare une bonne partie de l'uranium destiné aux centrales françaises.

Même si le nucléaire décline à l'échelle mondiale et qu'il occupe en réalité une part marginale dans la production d'énergie primaire, l'exception française demeure. Daniel parle d'un « cancer totalitaire » dont nous arrivons pas à

nous débarrasser (prolongement des centrales) et qui cherche toujours à s'étendre (EPR). Il dénonce aussi le scandale de Bure (Meuse), site prévu pour l'enfouissement de nos si dérangeants déchets nucléaires. Ce choix est une folie car le réseau hydrographique souterrain sera forcément contaminé avec des risques de diffusion progressive vers des zones plus densément peuplées (région parisienne).

Nous nous demandons quand est-ce que l'augmentation continue du prix de l'électricité (artificiellement sous-évalué depuis des décennies) va provoquer une prise de conscience massive de l'impasse totale du nucléaire ? Rémy Schultz, professionnel du bâtiment, constate qu'elle n'est pas encore assez chère pour que les travaux d'isolation des bâtiments soient intéressants financièrement. La situation économique est donc loin d'être mure pour la transition et notre effort militant doit continuer avec plus de force.

Michel Raynal, adhérent aveyronnais, note la présence d'un mouvement anti-éolien assez vivace dans son département et nous demande d'affiner notre discours sur les énergies alternatives et de proposer un argumentaire efficace pour les militants écologistes.

Daniel annonce que les ATMP organiseront moins de spectacles de sensibilisation (type pièces de théâtre) et tâcheront de mener plus d'actions médiatiques. Rendez-vous le samedi 26 avril à Toulouse pour une action de rue (« le nucléaire tue l'avenir de nos enfants »).

Election du nouveau conseil d'administration

A 16h45, au moment du vote, nous avons 16 participants et 17 procurations.

La liste proposée a été élue avec :

33 pour

0 contre

0 abstention

Liste des nouveaux administrateurs :

Ghalia Alem-Raquin

Joseph Gonzalez

Pierrette Thirriot

Elsa Boudy

Pauline Roy

François Treilhou

Michel Daran

Sébastien Sajas

Patricia Daran

Laure Teulières

Le bureau de l'association sera élu à la prochaine réunion du CA, le mardi 6 mai, à notre local du 36 rue Bernard Mulé.

Annexes : bilan des commissions

Commission agriculture (Sébastien Sajas)

C'est une renaissance pour cette commission après de nombreuses années de sommeil. Il nous faudra un peu de temps avant de devenir des spécialistes mais les bases sont posées.

Partenariat avec Terres de Liens Midi-Pyrénées pour créer un groupe local sur l'agglomération toulousaine. Nous avons participé à plusieurs réunions pour nous sensibiliser à tous les enjeux autour du foncier agricole. Nous avons acquis la brochure « Agir sur le foncier agricole » afin de développer notre expertise dans ce domaine.

En parallèle, nous avons participé à des réunions sur la mise en place d'un Observatoire régional de la biodiversité (Xavier Dumont).

Membres du collectif « Ferm'en terre » en lien avec le projet de parc agricole de Pin Balm, nous avons participé à une réunion en vue d'organiser l'évènement « Plein champs » ; nous avons proposé des affiches pour sensibiliser le public au problème de l'accaparement des terres. Une action sur ce thème devrait être menée en novembre 2014 lors de la semaine de la solidarité internationale.

Nous avons également été partenaires du festival « Alimenterre 2013 » pour lequel nous avons projeté le film « Cultures en transition » (traitant de l'agroécologie) dans une de nos plénières. En septembre 2013, nous avons invité des membres du collectif « Faut pas puçer » 81 pour animer un débat sur le puçage obligatoire des animaux d'élevage après la projection du film « Moutons 2.0 ».

Gaz de schiste (Rose Frayssinet)

Notre implication dans ce combat, débuté en janvier 2011, s'est poursuivie et continue en 2012, 2013 et 2014. La très grande mobilisation citoyenne dans toute la France avaient permis l'arrêt de l'instruction des demandes et l'inscription dans la loi de l'interdiction de la fracturation hydraulique

Malgré la très forte mobilisation en France, d'autres demandes sont encore à l'instruction en 2014 en Région Midi-Pyrénées : pour les permis de Mirande- Astarac- Lias (sur 3642 km² déposées par 2 sociétés GAS2GRID et BNK France de même que celle d'Eauze- Belmont (sur 3172 km²), le permis de La Bourdette (sur 275 km²) est demandé par Vermillon qui a déjà le permis de Foix renouvelé pour la 2^{ème} fois (sur 479 km²). Même si ces demandes excluent pour l'instant la fracturation hydraulique, nous continuons à penser que des recherches pétrolières sur de telles surfaces de nos territoires sont inadmissibles quel que soit le procédé d'exploration.

Notre vigilance nous permet d'apporter des informations précises : sur les techniques d'extraction, sur les risques, sur les conséquences sur les gaz à effet de serre, sur les études en cours aux Etats-Unis, en Europe, sur le Code Minier, sur les permis en France, sur les mobilisations en France mais aussi dans le monde. Ce que nous avons fait aussi le 28 mai 2013 lors de la réunion plénière « Gaz de schiste, recherche d'Hydrocarbures, code Minier : où en est-on? En région, en France, dans le monde l'opposition s'affirme »

Nous avons participé activement à la journée internationale contre le « Fracking » qui c'est tenue à Toulouse le 19 octobre 2013, avec Stand et prise de parole.

Comme l'année dernière pour le film « Promises Land » nous sommes sollicités pour animer un débat au cinéma Utopia le 26 avril 2014 après le film « No Gazaran ».

Risques industriels/pollution des sols et des eaux (Rose Frayssinet)

Groupe de travail où nous sommes nommés par le préfet

- La CSS (Commissions de Suivi de Site) du site SEVESO seuil haut de la société Safran –Hérakles (ex SNPE) s'est réuni une fois le 21 mai 2013 pour finaliser le PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) au cours de laquelle nous avons voté contre ce PPRT dans la mesure où les risques toxiques et d'explosion débordent de l'emprise de l'usine en particulier sur la Garonne et sur le chemin d'Empalot. 3 réunions publiques ont eu lieu les 13 mai, 15 mai et 23 mai 2013. Nous avons participé à celle du 23 mai où nous avons pu expliquer au public

présent notre refus du PPRT ; de même lors de l'enquête publique où par 2 fois en octobre 2013 nous avons rencontré le Commissaire Enquêteur.

Pour une émission « Itinéraire Bis » j'avais été longuement interviewé sur les risques industriels, elle a été diffusée en avril 2013 sur la Chaîne LCP.

Septembre rappelle toujours que les risques industriels sont bien présents en région, aussi nous avons été sollicités pour expliquer ces risques dans notre agglomération lors d'un débat salle du Sénéchal le 20 septembre ainsi qu'à Empalot le 21 septembre.

- La CSS du site de Lacroix Artifices à Sainte-Foy-de-Peyrolières, s'est réunie le 8 novembre 2013 pour valider le PPRT. La population riveraine confrontée à la mise en sécurité de ses biens n'a pas encore obtenu les résultats du diagnostic gratuit des services de l'état pour les travaux de mises en sécurité.

Groupes de travail, plus ouverts : ORDIMIP (Observatoire régional des déchets industriels de Midi-Pyrénées), **et SPPPI**(Secrétariat Permanent pour les problèmes Industriels)

SPPPI (Secrétariat Permanent pour les problèmes Industriels) : nous avons participé le 1 juillet à la nième réunion d'information sur l'état d'avancement des études sur les possibilités (ou pas !) de dépolluer les Ballastières sur l'ancien site d'AZF toujours pleines des 5000 tonnes de nitrocellulose. La presse avait fait état de notre scepticisme sur l'issue de ces recherches.

ORDIMIP/SPPPI : Nous avons participé à la réunion sur la « Pollution de la Garonne au perchlorate d'ammonium » organisée à Montauban. Cette pollution provenant du site Safran-Hérakles que nous avons contribué à mettre en lumière en 2011, à contaminé des points de captage d'eau potable en Tarn et Garonne, donnant lieu à une plainte de la Commune concernée contre l'usine qui doit tout faire pour faire cesser cette pollution par des travaux importants .

LGV Toulouse-Bordeaux (Pierrette Thirriot)

Mon activité a été essentiellement "épistolaire". De nombreux courriers aux élus : Malvy, Izard, et les deux principaux candidats à la mairie de Toulouse (Cohen et Moudenc). Les réponses sont toujours les mêmes avec des arguments qui entérinent avec entêtement la nécessité pour Toulouse d'avoir son TGV , le prestige de la "métropole européenne" etc.. En général Malvy répond, Cohen a répondu également mais pas Moudenc. Ceci dit le projet est reporté à... 2027, c'est loin.

De nombreux articles de presse soulignent tout au long des mois la baisse de fréquentation des TGV actuels.. l'augmentation des tarifs (plus cher que l'avion). Je sape le moral des élus avec ces articles très pertinents sur la question du projet "inutile".

Je suis en rapport constant avec le collectif qui fait manif et réunions anti-LGV avec une belle ténacité. L'enquête "d'utilité publique" a été retardée mais devrait avoir lieu après l'été.

Le financement est toujours aussi nébuleux, autant dire inexistant, sauf les 55 millions tout de même provisionnés par la Mairie de Toulouse et des financements de Malvy et du Conseil général déjà très endetté... La SAFER est tenue de préempter des terres pour la LGV... cette agence "protège" ainsi les terres agricoles en trahissant sa mission et en les stérilisant, soit-disant, pour "l'intérêt général". Bien entendu, nous ne pouvons pas être en accord, alors que par ailleurs nous participons à la "sauvegarde des terres" à travers "Terre de liens" et les « jardins du Girou ».

Amis de la terre Aveyron 2013 (Michel Raynal)

Participation aux ateliers de l'association d'émergence du parc naturel régional de l'Aubrac dans l'optique de la protection du patrimoine culturel y compris naturel.

Restauration exemplaire d'une grange monastique et de son terroir (les Bourines, canton de Laissac), plusieurs reportages dans la presse locale et la télévision.

Aide à deux associations critiques concernant l'agrandissement d'élevages porçins et leur nuisances notamment dans le cadre du CODERST , conseil de l'environnement .Par la suite, nous avons émis un avis négatif lors de la consultation nationale qui a conduit à la simplification des autorisations pour les ICPE (installations classées, polluantes cf article feuille verte Mars-Avril 2014).

Réunions communes avec d'autres associations Aveyronnaises et participation à leurs conseils d'administration , restaurations communes de chemins ruraux favorisant la découverte de l'environnement

Suivi des projets et travaux de mise à 4 voies de la RN 88 entre Albi et Sévérac , menaçant des zones fragiles, et suivi des problèmes de délimitation des zones sensibles nitrates.

Participation critique à l'ORAMIP à titre individuel (M Raynal) lors des discussions à l'assemblée générale . Rodez ne fait toujours pas l'objet de mesures régulières de la qualité de l'air .

Activité antinucléaire des Amis de la Terre Midi-Pyrénées pour 2013/2014

04/02/13 Repaire AMG de GRENADE (31) FUKUSHIMA petits films de Alain de HALLEUX :

- 05/02/13 St Blancard (32) Radio Coteaux Emission de 2 h sur le nucléaire
- 13/02/13 Toulouse / Sénéchal "FUKUSHIMA : un silence coupable" 80 personnes
- 09/03/13 CHAINE HUMAINE à PARIS Bus organisé par les ATMP 46 personnes
- 15/03/13 Café Ecolo "Au FIL de l'O" (Reynerie) MALI pourquoi cette guerre ? 14 personnes
- 26/03/13 Réunion mensuelle publique des ATMP NIGER : La Bataille de l'Uranium 25 personnes
- 28 04 Manifestations à GOLFECH Bus organisé par les ATMP et fabrication du Signal avec les radiateurs électriques - STOP 36 personnes

30/04, 1/05 La Chapelle Toulouse L'IMPOSSIBLE PROCES (ATMP, EELV, ATTAC) par la Compagnie Brut de Béton 88 personnes

02/05/13 GAILLAC (81) Intervention de Marc et Daniel à "l'Impossible Procès" 60 personnes

- 19/05/13 "BIOCYBELE" (GRAULHET) Aliments irradiés dans notre alimentation et risques alimentaires (Marc st Aroman) 75 personnes
- 21/05/13 La Chapelle Toulouse NUCLEAIRE MON AMOUR (Lucie B et Poésie Improvisée), pour les 20 ans de la Chapelle 100 personnes
- 25/05/13 NARBONNE / MALVEZY Procès de Michel LECLERC
- 25/05/13 La Chapelle Toulouse "LE CABARET DE LA REVOLTE" participation de Daniel 200 personnes
- 12/06/13 Toulouse / Sénéchal POUR UNE AUTRE TRANSITION ENERGTIQUE (UCJS) 80 personnes
- 19/06/13 NARBONNE / MALVEZY Contrôle de la Radioactivité avec le DG5 des ATMP (Marc et Daniel) 50 personnes
- 25/07/13 Tribunal de MONPELLIER Procès en Appel de Michel LECLERC
- 05/09/13 GOLFECH Présence et distribution de tracts conférence exercice accident nucléaire 30 personnes
- 25/09 /13 Montpellier Procès en Appel de Michel LECLERC

12/09/13 MALVEZY Contrôle de la Radioactivité avec le DG5 des ATMP (Marc et Daniel) sur un camion bloqué de la Comhurex 30 personnes

- 14/09/13 Toulouse : " Le Hangar" AVENIR RADIEUX une fission française de/par Nicolas LAMBERT 80 personnes
- 28/09/13 Moissac : CASO 10 personnes

18/10/13 BRIVE : "L'Atelier" DEBAT NUCLEAIRE / ASTERNATIVES avec EELV 15 personnes

- 18/10/13 GIGNAC (46) "CLIMAT D'ESPOIR" / Débat (Marc et Daniel) 40 personnes
- 26/10/13 PEYRIAC SUR MER Rencontre/formation inter-regionale antinucléaire (usine Comurhex de Malvesi (Marc et Daniel) 45 personnes avec deux salariés Mélisande et Laura

13/11/13 MALVEZY Réception par la Sous- Préfète de l'AUDE

- 30/11/13 TOULOUSE "EDF" CAPITOLE Action chèques dommages d'EDF aux Enfants de Tchernobyl et Fukushima 10 personnes

- Le 9 12 2013 salle du sénéchal le Pr Marty de l'N7 donne une conférence sur le nucléaire au profit de radio présence.
- 20 02 2014 Narbonne Procès Terry (Blocage camion UF4)
- 20 03 2014 Albi Projection / débat « La terre outragée » organisé par ATTAC : 40 personnes